



Analyse des lacunes au chapitre des services offerts aux victimes et aux survivants d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle contre les enfants en ligne au Canada

Octobre 2019

Jennifer Martin, Ph. D.
Andrea Slane, J. D., Ph. D.
Shannon Brown, M.A.
Emory Martin, B.A.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de ses auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du ministère de la Justice du Canada ou du gouvernement du Canada.

Sauf avis contraire, le contenu de cette publication peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales.

- On vous demande uniquement :
 - de faire preuve de diligence raisonnable en vérifiant l'exactitude du matériel reproduit;
 - d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et le nom de l'organisme qui en est l'auteur;
 - d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a été faite ni en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

- La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans l'autorisation écrite du ministère de la Justice du Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le ministère de la Justice du Canada à l'adresse www.justice.gc.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Justice et procureur général du Canada, 2019

Tables des matières

Sommaire	4
Introduction	5
Terminologie.....	6
Limites	7
Remerciements	7
Méthodologie	8
Constatations	10
Revue de la littérature	10
Recherche sur le Web	13
Constatations tirées des entrevues	14
Services offerts	15
Lacunes au chapitre des services	18
Formation.....	19
Partenariat avec d'autres organismes.....	20
Pratiques prometteuses.....	21
Difficultés particulières.....	21
Conclusion.....	23
Bibliographie	28
Annexe A : Questions d'entrevue – Anglais.....	32
Annexe B : Questions d'entrevue – Français	33
Annexe C : Résumé des réponses des personnes interviewées par province et territoire...	34

Sommaire

Le présent rapport contient les constatations d'une analyse des lacunes au chapitre des services spécialisés destinés aux victimes et aux survivants d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle contre les enfants (ESVSE) en ligne au Canada. L'analyse, qui s'est déroulée entre les mois de mars et de juillet 2019, visait à repérer les services de soutien spécialisés offerts aux victimes d'ESVSE, à leurs familles et aux adultes survivants. Elle visait également à mettre au jour les lacunes dans les services, les pratiques prometteuses (au Canada et ailleurs dans le monde) et les difficultés rencontrées lors de la prestation de services de soutien spécialisé à ces victimes et à leurs familles.

Au Canada, très peu de services de soutien et d'approches thérapeutiques sont conçus spécialement pour les cas d'ESVSE en ligne. De façon générale, les approches les plus prometteuses proposées au Canada sont celles destinées aux victimes d'acte criminel de moins de 18 ans. C'est particulièrement vrai pour les services du réseau des centres d'appui aux enfants et aux adolescents, qui prend de l'ampleur au pays, et ceux du réseau de longue date des fournisseurs de services qui interviennent auprès des victimes d'agression sexuelle. Ces réseaux recèlent un formidable potentiel de soutien spécialisé pour les victimes d'ESVSE en ligne et leurs familles. Malheureusement, ils manquent actuellement d'expertise en matière d'ESVSE en ligne et ont besoin d'une orientation fondée sur des données probantes quant à la meilleure façon d'aider ces victimes, car les approches ayant démontré leur efficacité pour les victimes de crimes sexuels en général pourraient ne pas être aussi efficaces dans le cas des victimes de cybercriminalité, sinon nuisibles.

Il faut donc investir dans la création d'un corpus de données permettant l'évaluation et la vérification de la pertinence et de l'efficacité des services de soutien et des approches thérapeutiques pour les victimes d'ESVSE en ligne afin d'en dégager les pratiques exemplaires. Celles-ci pourraient ensuite être transmises lors de formations destinées aux fournisseurs de services et intégrées aux structures de supervision et de mentorat des organismes. Bon nombre des personnes interviewées aux fins du présent rapport sont des expertes dans le domaine de la violence sexuelle à l'égard des enfants. D'autres ont l'habitude de recommander des services spécialisés aux enfants victimes de violence sexuelle. Pourtant, elles ne croyaient pas posséder l'expertise nécessaire pour travailler avec des victimes d'ESVSE en ligne et, de façon générale, n'étaient pas au fait des services spécialisés qu'elles auraient pu leur recommander. Les réseaux étendus et bien établis d'experts dans les domaines de la violence sexuelle et de la violence sexuelle à l'égard des enfants devraient être mobilisés et invités à participer et à contribuer à la recherche afin de proposer des interventions efficaces et fondées sur des données probantes aux victimes d'ESVSE en ligne.

Introduction

La recherche démontre que l'ESVSE en ligne provoque un ensemble complexe de conséquences néfastes pouvant affecter les victimes tout au long de leur vie. Les ouvrages sur le sujet soulignent qu'à la violence sexuelle elle-même vient s'ajouter les dommages potentiels découlant de la circulation d'images numériques à l'infini (Martin, 2014; Martin, 2015). Plus précisément, la violence se poursuit indéfiniment, la portée de la distribution demeurant incertaine (Martin, 2014). Les victimes craignent que des cyberprédateurs voient ou puissent voir ces images n'importe où dans le monde pour en tirer un plaisir sexuel (Palmer, 2005, 2015). Elles peuvent également craindre que leurs proches et les personnes qu'elles côtoient puissent les voir. Parfois, les victimes sont confrontées, ou craignent d'être confrontées, à des enregistrements visuels de la violence sexuelle dont elles ont été victimes (Centre canadien de protection de l'enfance, 2016; Gewirtz-Meydan, Walsh, Wolak et Finkelhor, 2018; Leonard, 2010; Martin, 2014, 2015; Ost, 2016; Slane, 2015).

En mars 2018, Sécurité publique Canada a tenu des consultations avec plusieurs intervenants de partout au Canada afin de discuter de la nécessité de mettre à jour et de moderniser la Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet (Stratégie nationale). Les partenaires de la Stratégie nationale sont le ministère de la Justice du Canada, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE). Le but de la Stratégie nationale consiste à proposer une approche coordonnée d'intervention en cas d'ESVSE en ligne. Elle y parvient en finançant la recherche sur les cas d'ESVSE en ligne et en coordonnant, supervisant et formant les professionnels des différents secteurs impliqués dans la lutte contre cette criminalité et dans le soutien aux victimes.

Les difficultés suivantes ont été soulevées lors de ces consultations : le manque de collaboration entre les personnes qui créent les ressources de prévention et de sensibilisation; la rareté des données probantes (ou leur absence) pouvant aider à offrir des services efficaces; et le manque de financement récurrent destiné aux fournisseurs de services.

Le Social Work Policy Institute (SWPI) est un groupe de réflexion de la National Association of Social Workers (NASW) Foundation. D'après le SWPI (2010), une pratique fondée sur des données probantes est une démarche dans laquelle le praticien combine des interventions appuyées sur la recherche, son expérience clinique, son code de déontologie, les préférences du client et le contexte culturel pour guider et orienter la prestation de traitements et de services. Il est impératif de bâtir une base de données probantes sur l'ESVSE en ligne qui soit fondée sur des recherches rigoureuses et confirmant l'efficacité

des approches de services de soutien (c'est-à-dire les méthodes et approches offrant un éventail de services aux victimes d'ESVSE en ligne et dont l'efficacité a été confirmée scientifiquement). Ces recherches doivent inclure l'évaluation des méthodes et des approches existantes, qui devront probablement être modifiées pour répondre aux besoins des victimes d'ESVSE en ligne afin d'éviter qu'elles soient inefficaces ou, pire encore, dommageables (Leonard, 2010; Martin, 2014, 2015; Palmer, 2005; Svedin, 2009).

Dans un effort pour démontrer sa volonté de lutter contre l'ESVSE en ligne, le gouvernement a dressé une liste d'initiatives hautement prioritaires en vue de leur inclusion possible dans la nouvelle version de la Stratégie nationale. Une analyse des lacunes au chapitre du soutien aux victimes faisait partie des initiatives jugées prioritaires. Notre analyse avait donc pour objectif de chercher et de réunir les services spécialisés existants destinés aux jeunes victimes (enfants et jeunes de moins de 18 ans) et aux adultes survivants d'ESVSE en ligne et, ce faisant, de repérer les lacunes dans les services offerts.

Notre rapport est structuré de la façon suivante : 1) présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte de données sur les services offerts au Canada aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles et sur les lacunes dans ces services; 2) description des constatations tirées de nos trois sources de données (brève revue de la littérature, recherche sur le Web et entrevues en profondeur menées auprès de fournisseurs de services canadiens); et 3) présentation des lacunes observées et recommandation de pistes de recherche.

Terminologie

L'expression « ESVSE en ligne »¹ fait référence à un vaste éventail de comportements relatifs à la violence sexuelle et à l'exploitation sexuelle contre les enfants en ligne. Toutefois, les personnes interviewées pour ce rapport limitaient souvent leur réponse à une forme particulière d'ESVSE en ligne, comme la cyberprédation (leurre par Internet) ou la traite d'enfants dans le but de leur exploitation sexuelle avec des composantes en ligne. Par conséquent, des données probantes sur les services spécialisés offerts aux victimes d'ESVSE en ligne devraient inclure une réflexion sur la nécessité d'adopter des approches différentes selon le type d'ESVSE en ligne, ainsi qu'une évaluation des méthodes qui sont les plus appropriées aux différents stades de développement des enfants, des jeunes et des adultes survivants.

¹ Le ministère de la Justice du Canada reconnaît que l'expression « exploitation sexuelle d'enfants sur Internet » (ESEI) a été utilisée dans les entrevues pour l'étude. On utilise toutefois, dans le présent rapport, l'expression plus inclusive « ESVSE en ligne » afin de reconnaître les différentes formes de crimes sexuels contre des enfants facilités par la technologie.

L'acronyme « CAEA » fait référence aux centres d'appui aux enfants et aux adolescents qui adoptent une approche coordonnée, multidisciplinaire et intersectorielle pour offrir un environnement sécuritaire et rassurant aux enfants et aux jeunes engagés dans le système judiciaire, une approche qui s'est avérée efficace pour répondre aux besoins des jeunes victimes et de leurs familles. L'acronyme « CAEA » est généralement utilisé au Canada pour nommer ce modèle de prestation de services, tandis que l'expression en usage aux États-Unis est « Child Advocacy Center » (CAC). Dans le présent rapport, nous utilisons CAEA pour faire référence à ces deux types modèles.

Limites

Notre collecte de données pour le présent rapport a été limitée par une réalité bien particulière, à savoir le fait que la plupart des répondants avaient peu ou pas d'expérience de travail avec des victimes d'ESVSE en ligne. Certains connaissaient peu ou mal les nuances et les particularités des conséquences des cas d'ESVSE en ligne sur les victimes, alors que d'autres avaient suivi une formation sur le sujet. Aucun des répondants n'avait suivi de cours ou de formation pour les aider à donner des conseils sur les meilleures façons d'aider les victimes d'ESVSE en ligne (accompagnement pour le processus judiciaire, thérapie ou counseling). Les répondants ont souvent mis l'accent sur les lacunes concernant les connaissances, les services et la formation, et insisté sur la nécessité d'avoir plus de ressources fondées sur des données probantes en ce qui a trait aux pratiques exemplaires. Ces constatations, qui reviennent constamment tout au long du rapport, pourront sembler répétitives, mais elles reflètent bien les résultats obtenus. La deuxième limite rencontrée a été notre incapacité à obtenir la participation de répondants des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier les représentants des organismes qui ont pris le temps de participer aux entrevues. Ils ont donné de leur temps de bon gré, en faisant preuve d'ouverture et de générosité. Cette étude n'aurait pas été possible sans leur engagement à améliorer les services aux victimes.

Méthodologie

Les auteurs ont utilisé les sources et les méthodes suivantes pour dresser un inventaire des services spécialisés existants et cerner les lacunes :

- une revue de la littérature universitaire et grise pour évaluer les services de soutien offerts aux jeunes victimes et aux adultes survivants d'ESVSE en ligne, en portant une attention particulière aux études fondées sur des données probantes relatives aux meilleures approches de prestation de services de soutien, particulièrement les thérapies;
- une recherche sur le Web pour évaluer les services offerts aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles au Canada;
- des entrevues avec des représentants de CAEA et de services aux victimes dans les provinces et territoires du Canada.

Des entrevues ont été menées avec des employés de CAEA parce qu'ils sont, en raison de la présence de plusieurs services sur place, particulièrement bien placés pour offrir des programmes et services qui répondent aux besoins particuliers des victimes et des survivants d'ESVSE en ligne. Les CAEA répondent au besoin de traitement des traumatismes, de l'enquête initiale à la préparation en vue du procès. Ils ont aussi pour mandat de venir en aide aux jeunes victimes de violence et d'exploitation, bien que principalement dans des cas n'impliquant pas de violence ou d'exploitation en ligne. En outre, le réseau des CAEA prend de l'ampleur au Canada. Des provinces et territoires ont des CAEA bien établis ou des CAEA à plusieurs étapes de leur développement, tandis que d'autres s'appêtent à en ouvrir. Ce réseau de CAEA – véritable pôle de services pour les jeunes victimes – soutient les CAEA individuellement et peut servir de ressource pour la formation et la diffusion de connaissances aux fournisseurs de services.

Au début du projet, l'équipe de recherche a participé à la rencontre du réseau national de CAEA à Toronto, organisée par le CAEA de Boost, afin d'informer les membres du réseau au sujet de l'étude. Avec l'assistance du ministère de la Justice du Canada, nous avons envoyé un courriel de sollicitation et un dépliant de recrutement à 97 personnes-ressources de CAEA et d'autres organismes offrant des services aux victimes dans les provinces et territoires canadiens afin de les inviter à participer au projet. Parmi ces personnes, 29 ont répondu à notre courriel. Après plusieurs courriels et appels téléphoniques pour tâcher d'obtenir la participation de l'ensemble des provinces et territoires, nous avons mené des entrevues avec les représentants de 17 organismes canadiens de services de soutien : 8 CAEA (2 en Alberta, 1 en Colombie-Britannique, 1 au Manitoba, 2 en Ontario, 1 au Québec et 1 au Yukon); 7 programmes provinciaux de services aux victimes (1 en Colombie-Britannique, 1 au Nouveau-Brunswick, 1 à Terre-Neuve, 1 en Nouvelle-Écosse, 1 en Ontario, 1 à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 en Saskatchewan); 1 organisme

communautaire au Nouveau-Brunswick; et 1 organisme sans but lucratif national au Manitoba. Aucun représentant d'organismes des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut n'a pu être rencontré. Au Yukon, les représentants de CAEA et de services aux victimes font partie du même organisme; nous avons donc mené une entrevue conjointe. On peut voir, dans la liste suivante, le nom des organismes ayant participé aux entrevues.

Tableau 1 : Organismes participants

Province	Organisme
Alberta	Calgary and Area Child Protection Centre Zebra Child Protection Centre
Colombie-Britannique	Boundary and Regional RCMP Victim Services Victoria Child and Youth Advocacy Centre
Manitoba	Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) The Manitoba Advocate for Children and Youth
Nouveau-Brunswick	Services aux victimes de l'Unité des services communautaires de la Sécurité publique Family Plus/Life Solutions inc.
Nouvelle-Écosse	Service aux victimes de la Division des services judiciaires du ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse
Terre-Neuve-et-Labrador	Services aux victimes du ministère de la Justice et de la Sécurité publique de Terre-Neuve-et-Labrador
Ontario	Services aux victimes de l'Unité des politiques, de la conception et de l'évaluation en matière de programmes du ministère du Procureur général CAEA de Boost Cedar Centre
Île-du-Prince-Édouard	Services aux victimes du ministère de la Justice et de la Sécurité publique
Québec	Fondation Marie-Vincent
Saskatchewan	Services aux victimes, Sécurité et bien-être de la collectivité, Services juridiques intégrés
Yukon	Projet Lynx

Les 12 mêmes questions ont été posées aux personnes interviewées (voir l'annexe A pour la version anglaise et l'annexe B pour la version française). Quatorze des 17 entrevues ont été menées au téléphone, pendant lesquelles les réponses des répondants ont été notées. Les 3 autres personnes ont répondu aux questions par écrit. Un résumé des constatations générales est présenté ci-après. Une description plus détaillée des services mentionnés lors des entrevues se trouve à l'annexe C.

Constatations

Revue de la littérature

La prolifération rapide des nouvelles technologies numériques a donné lieu à une augmentation de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. L'ESVSE en ligne se manifeste de plusieurs façons, dont l'accès à du matériel de violence sexuelle facilité par la technologie par les personnes qui ont un intérêt sexuel envers les enfants et la possession, la production ou la distribution de ce type de matériel. Comme le démontre les précédentes recherches de Jennifer Martin auprès des fournisseurs de services aux enfants et aux jeunes (Martin, 2013; Martin, 2014; Martin 2015; Martin, 2016; Martin et Alaggia, 2013), bien des intervenants ne savent pas comment adapter leurs méthodes actuelles pour répondre aux cas de violence sexuelle envers des enfants facilités par la technologie en raison du manque de recherches et de théories sur les problèmes complexes concernant les modes d'intervention (British Association of Social Workers, 2013; Martin, 2014; Martin, 2016; Martin, Brady, Kwhali, Brown, Crowe et Matouskova, 2014; Rimer, 2008; von Weiler, Haardt-Becker et Schulte, 2010).

On considère généralement que l'ESVSE en ligne peut prendre trois formes : a) la cyberprédation et la sollicitation sexuelle; b) la prostitution juvénile et la traite d'enfants; et c) l'enregistrement et la distribution d'images de violence sexuelle en ligne.

La cyberprédation et la sollicitation sexuelle peuvent se définir comme l'utilisation d'Internet pour établir ou entretenir le contact avec des enfants afin de les amadouer et de les pousser à avoir des activités ou des conversations à caractère sexuel en ligne ou hors ligne (Gámez-Guadix, Almendros, Calvete et De Santisteban, 2018; Kloess, Beech et Harkins, 2014; Madigan et coll., 2018; Slane, 2011; Wolak, Mitchell et Finkelhor, 2006; Wurtele et Kenny, 2016), ce qui peut mener à l'extorsion sexuelle de la jeune victime. (Acar, 2016).

La prostitution juvénile et la traite d'enfants impliquent le recours à Internet pour vendre et acquérir de jeunes victimes, ainsi que l'échange de rapports ou d'actes sexuels pour des

drogues, de la nourriture, un refuge, de la protection, de l'argent ou d'autres nécessités de la vie quotidienne (Acar, 2016; Muir, 2005).

L'enregistrement et la distribution d'images de violence sexuelle en ligne font référence à la création et à la distribution d'images sexuelles (vidéos avec ou sans bande audio, photographies et diffusion en direct) d'enfants et d'adolescents (Carr, 2003; Dodge et Spencer, 2018; Jones et Skogrand, 2006; Martin, 2014, 2015; McGlynn, Rackley et Houghton, 2017; Muir, 2005; Wolak, Finkelhor et Mitchell, 2005).

Les estimations de la prévalence des cas d'ESVSE en ligne dépendent des connaissances et des moyens disponibles pour signaler les expériences en ligne problématiques ou négatives (Kloess, Beech et Harkins, 2014). En 2016, le CCPE a publié un rapport d'analyse de données recueillies lors de signalements transmis à Cyberaide.ca, la centrale canadienne de signalement des cas d'ESVSE en ligne. Les auteurs ont étudié 152 000 signalements et 43 762 images considérées comme de la pornographie juvénile. Parmi ces images, 78 % représentaient des enfants prépubères et plus de 53 % des actes de violence sur des enfants de moins de 12 ans impliquaient des agressions et des actes sexuels explicites et des agressions sexuelles extrêmes. La plupart des agressions extrêmes étaient perpétrées à l'endroit d'enfants de moins de 8 ans.

Des recherches précédentes ont révélé que les auteurs d'ESVSE en ligne sont le plus souvent des membres de la famille de l'enfant (37 %) ou des connaissances de la famille (36 %) (Martin, 2014; Martin et Alaggia, 2013; Mitchell, Finkelhor et Wolak, 2005; Slane, 2009). Les cas d'ESVSE en ligne se caractérisent par le fait que les images numériques sont accessibles sur Internet, ce qui les rend potentiellement permanentes et, par le fait même, favorise l'exploitation constante de la jeune victime dans le temps (Martin et Alaggia, 2013).

Notre revue de la littérature a révélé des lacunes dans les recherches sur les traitements, ainsi que dans l'éducation, la formation et la supervision des fournisseurs de services qui travaillent avec les victimes d'ESVSE en ligne. Plus précisément, il existe un sérieux manque de connaissances et de recherches documentées, particulièrement en ce qui concerne les traitements cliniques et les services de soutien spécialisés (Centre canadien de protection de l'enfance, 2016; Leonard, 2010; Martin 2015; Martin, 2016; Martin et Alaggia, 2013; Palmer, 2015; von Weiler, Haardt-Becker et Schulte, 2010). Il est également essentiel de concevoir des interventions adaptées aux différentes situations : enfants exploités sexuellement en ligne ou hors ligne; victimes ayant ou croyant avoir consenti aux actes assimilables à de l'exploitation; victimes ayant produit elles-mêmes leurs images; et ESVSE en ligne n'impliquant aucun contact physique. Comme les conséquences des cas d'ESVSE en ligne peuvent différer selon qu'il s'agit d'un enfant ou d'un adolescent, des interventions

adaptées devraient aussi être conçues en fonction de l'âge de l'enfant et de son stade de développement (Martin, 2014; Palmer, 2015).

La revue de la littérature a aussi révélé des lacunes dans les traitements psychologiques visant à faciliter la dénonciation des cas d'ESVSE en ligne pour les victimes. Elle a également permis de constater la nécessité de mener des études en vue de la mise en œuvre de cours et de formations destinés aux fournisseurs de traitements et de services de soutien aux victimes d'ESVSE en ligne, et d'en évaluer l'efficacité. Cela devrait inclure une meilleure compréhension des différents risques et préjudices, ainsi que l'évaluation de l'efficacité des méthodes de supervision clinique.

Intervenir efficacement en cas d'ESVSE en ligne nécessite une solide collaboration entre les fournisseurs de services (Centre canadien de protection de l'enfance, 2016; Slane, et coll., 2018). La formation et l'élaboration de politiques devraient être interdisciplinaires et modulées en fonction de la profession et du rôle de chacun (Slane et coll., 2018). La formation devrait aussi porter sur l'impact de l'ESVSE en ligne sur les fournisseurs de services, particulièrement dans le cas d'images et de bandes audio de violence (Martin et Alaggia, 2013). Dans leur article publié en 2019, Gewirtz-Meydan, Lahav, Walsh et Finkelhor soulignent la nécessité d'identifier et de traiter les enfants ayant vécu une expérience d'ESVSE en ligne, notamment parce que les jeunes survivants présentent des degrés plus élevés de psychopathologie à l'âge adulte. Ils affirment qu'une thérapie immédiate est préférable, étant donné les répercussions des réponses émotionnelles lors du crime, et peu après, sur la santé mentale des victimes. Ils recommandent que les cliniciens interviennent lorsque les réactions des victimes ne sont pas adaptées à l'aide d'approches appropriées à chacune de ces réactions. Les auteurs suggèrent aussi que des techniques spéciales soient conçues et utilisées pour diminuer le sentiment de honte chez les survivants d'ESVSE en ligne.

La protection contre la violence fait partie des droits fondamentaux des enfants. Même si l'on est beaucoup plus sensible au phénomène de l'ESVSE en ligne, la capacité d'intervenir efficacement demeure limitée par le manque de connaissances, de théories et de recherches (Martin, 2014; Slane et coll., 2018). Néanmoins, des ressources et du soutien devraient exister pour regrouper, intégrer et mettre à jour ce qui se fait pour les jeunes victimes et les survivants de crimes sexuels, pour renforcer les capacités des fournisseurs de services et pour adopter des approches fondées sur des données probantes dans les interventions auprès des victimes et pour instaurer les fondements essentiels à une formation, à des travaux de recherche et à la diffusion de connaissances intersectorielle axés sur la collaboration à long terme (Martin et Alaggia, 2013; Slane et coll., 2018). La recherche sur les enfants victimes d'ESVSE en ligne est essentielle pour y parvenir.

Recherche sur le Web

Une recherche approfondie a également été menée sur le Web, laquelle portait principalement sur les organismes offrant des programmes et services aux victimes et aux survivants d'ESVSE en ligne au Canada. La recherche a commencé par mots clés pour chacune des provinces et chacun des territoires (p. ex., « exploitation sexuelle en ligne [province] », « exploitation sexuelle des enfants au Canada » et « Internet exploitation [province] »). Ensuite, trois rapports sur des organismes qui offrent des services aux victimes ont été étudiés afin de trouver leurs sites Web : *Environmental Scan and Gap Analysis: Online and Technology Facilitated Child Sexual Exploitation* de Gelder, Gingras et Associates (le rapport produit pour Sécurité publique Canada en 2016); *Les services d'aide aux victimes au Canada 2018* (le rapport de la Division de la recherche et de la statistique du ministère de la Justice du Canada); et le *Répertoire des services aux victimes* du ministère de la Justice du Canada. Le site Web de chacun des organismes a ensuite été étudié afin de déterminer la population ciblée par leurs services et d'établir si ces derniers étaient adaptés aux besoins particuliers des victimes ou des survivants d'ESVSE en ligne. Dans certains cas, une recherche par mot clé a été effectuée dans le site Web pour repérer les mentions d'ESVSE en ligne. Un courriel a ensuite été envoyé à certains des organismes pour clarifier l'offre de services de leurs programmes. De façon générale, la recherche sur le Web a confirmé qu'une multitude d'organismes ont pour présentement pour mandat d'offrir des ressources et de l'information pour lutter contre la victimisation sexuelle, bien que pratiquement aucun d'entre eux ne soit spécialisé dans les cas d'ESVSE en ligne.

Le CCPE offre un éventail de ressources en lien avec l'ESVSE en ligne, bien que leurs principaux et plus anciens services soient axés sur les enquêtes (p. ex., Cyberaide.ca, la centrale canadienne de signalement) et, plus récemment, le retrait d'images en ligne (p. ex., le projet Arachnid). Il s'agit de programmes importants qui contribuent à la lutte contre l'ESVSE en ligne, mais ils n'entrent pas dans le cadre de la présente étude, puisque ce ne sont pas des services directs aux victimes.

Le CAEA de Boost² est le seul organisme qui administre un programme de soutien et d'aiguillage destiné aux victimes d'ESVSE en ligne, soit le Programme de counseling en cas d'exploitation d'enfants sur Internet (Programme de counseling EEI). Ce programme, créé et financé par le Secrétariat ontarien des services aux victimes du ministère du Procureur général, fournit aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles (ainsi qu'aux familles de certains accusés) un aiguillage et du financement pour du counseling à court terme immédiat. D'autres programmes d'intervention en cas d'exploitation d'enfants sur Internet (EEI) sont offerts dans des services de police partout au Canada, mais ils sont spécialisés

² Organisme non gouvernemental torontois qui utilise la sensibilisation et l'éducation pour prévenir la violence à l'endroit des enfants.

dans les enquêtes des cas d'ESVSE en ligne et n'offrent pas de services de soutien aux victimes. Si d'autres sites Web de fournisseurs de services aux victimes mentionnent « l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne ou sur Internet » ou « les images en ligne de violence envers des enfants » dans la liste des crimes pour lesquels ils offrent des services aux victimes, aucun d'entre eux, à l'exception du CAEA de Boost, n'indique offrir des services de soutien spécialisés ou des traitements en lien avec l'ESVSE en ligne.

La recherche sur le Web n'a révélé aucun fournisseur de services de traitement ou de soutien spécialisés pour les victimes et les survivants d'ESVSE en ligne que nous ne connaissions pas déjà. Toutefois, elle a permis de constater le rôle majeur que le réseau des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle joue dans l'offre de services aux personnes affectées par de la violence sexuelle. Le site Web de bien des centres canadiens d'aide aux victimes d'agression sexuelle mentionne l'exploitation sexuelle en ligne, la cyberprédation, l'exposition à des images sexuelles et la diffusion d'images sexuelles sous la contrainte comme exemples de violence sexuelle. La recherche sur le Web n'a toutefois pas révélé l'offre de services de traitement et de soutien spécialisés. On y mentionnait seulement que les victimes d'ESVSE en ligne étaient admissibles aux services généraux offerts aux victimes et aux survivants d'agression sexuelle.

Constatations tirées des entrevues

Des représentants de 17 fournisseurs de services canadiens ont été interviewés. Les 12 mêmes questions leur ont été posées (voir les annexes A et B) afin de recueillir leurs points de vue sur les programmes et les services de soutien offerts aux victimes et aux survivants d'ESVSE en ligne, y compris sur les lacunes au chapitre des services et les pratiques prometteuses. Les questions abordaient les sujets suivants :

- l'offre de services spécialisés;
- les lacunes au chapitre des services spécialisés;
- la formation actuelle et ses lacunes;
- les partenariats avec d'autres fournisseurs de services et organismes communautaires afin d'offrir des services aux victimes d'ESVSE en ligne;
- les pratiques prometteuses pour répondre aux besoins particuliers des victimes d'ESVSE en ligne et de leurs familles;
- les difficultés particulières rencontrées dans l'offre de services aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles.

Les pages suivantes contiennent les constatations générales dégagées des entrevues (voir l'annexe C pour consulter le résumé des résultats d'entrevue par provinces et territoires). Les réponses du CAEA de Boost et du CCPE ont été isolées à l'occasion, car leur mission est beaucoup plus axée sur l'ESVSE en ligne que celle des autres organismes.

Lorsqu'ils ont été questionnés sur les services de soutien spécialisés en ESVSE en ligne, la plupart des répondants ont parlé des services offerts par leur organisme aux victimes de crimes de façon générale. Lorsqu'ils ont mentionné des services spécialisés, ils faisaient souvent référence aux services de traitement et de soutien pour les cas d'agression et de violence sexuelles, parfois plus précisément pour les cas de violence sexuelle envers des enfants, mais jamais pour l'ESVSE en ligne. Les répondants ayant une expérience avec des victimes d'ESVSE en ligne avaient, la plupart du temps, eu affaire à des cas de cyberprédation, d'échange d'images entre pairs ou de traite de personnes. La plupart des répondants étaient incapables de nommer des services spécialement destinés aux victimes de crimes en ligne ou d'expliquer en quoi ces services diffèrent de ceux offerts aux victimes de crimes sexuels sans composantes en ligne. La plupart des répondants des CAEA et des services aux victimes provinciaux avaient une vision traditionnelle de la violence sexuelle envers des enfants et de l'exploitation sexuelle hors ligne et des services de soutien dans leurs réponses.

Services offerts

La plupart des répondants mentionnaient la structure générale des services de soutien offerts à toutes les victimes de crimes ou à toutes les victimes de crimes admissibles à du counseling (p. ex., crimes violents), parfois plus précisément aux victimes de crimes sexuels ou plus précisément aux victimes de violence sexuelle contre des enfants. La famille reçoit habituellement des services de soutien destinés aux jeunes victimes (en d'autres mots, la famille ne reçoit pas de services de soutien distincts). De façon générale, les adultes survivants ne sont admissibles aux services que s'ils jouent un rôle actif dans un procès lié à un cas d'ESVSE survenu dans le passé.

On peut constater que la plupart des services de soutien offerts par les organismes provinciaux de services aux victimes effectuent des aiguillages vers des organismes (dont les CAEA) qui fournissent des services fondés sur des approches non spécialisées pour traiter les traumatismes liés à la violence sexuelle contre des enfants, qui ne sont pas spécialement adaptés aux cas d'ESVSE en ligne. Les répondants étaient incapables de nommer des méthodes d'intervention, de soutien ou de traitement adaptées aux particularités des cas d'ESVSE en ligne. Cela ne veut toutefois pas dire que la vaste expérience des organismes qui traitent les traumatismes et les nombreuses approches spécialisées qu'ils utilisent pour intervenir en cas d'agression ou de violence sexuelles ne sont pas pertinentes en cas d'ESVSE en ligne. Cependant, le manque d'approches fondées sur des données probantes et spécialement conçues pour les cas d'ESVSE en ligne représente une lacune.

Les organismes provinciaux de services aux victimes et les CAEA du pays aiguillent les victimes, les survivants et leurs familles vers les services d'autres organismes ou conseillers individuels afin qu'ils répondent à leurs besoins en matière de traitement. Or, ces services sont limités. Si les thérapies non spécialisées tenant compte des traumatismes sont aisément accessibles et utiles pour les victimes et leurs familles, elles ne parviennent pas toujours à répondre aux besoins additionnels et parfois distincts des survivants d'ESVSE *en ligne*.

Certains offrent une gamme de services et de ressources d'information destinés particulièrement aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles. Au Canada, cependant, les fournisseurs de services sont incapables d'offrir des programmes de traitement fondés sur la recherche et évalués pour répondre aux besoins complexes des victimes et des survivants d'ESVSE en ligne, puisque de tels programmes n'existent tout simplement pas à l'heure actuelle. Le CAEA de Boost, en Ontario, tient une liste des conseillers qui offrent des traitements non spécialisés par l'intermédiaire du Programme de counseling EEI. De l'aide financière à court terme est offerte sans délai aux victimes d'ESVSE en ligne, dès que l'on constate un besoin criant de soutien. Les temps d'attente sont donc minimes. Les conseillers inscrits sur la liste offrent des traitements en vertu de ce programme d'aide financière, souvent en recourant à une approche tenant compte des traumatismes. Il n'y a toutefois aucun conseiller possédant l'expertise spécialisée nécessaire pour répondre aux besoins complexes découlant de ce type de violence. Par ailleurs, s'il n'y a pas de liste d'attente actuellement pour les services destinés aux victimes d'ESVSE en ligne, plus de fonds sont nécessaires, puisque le nombre d'aiguillages ne cesse d'augmenter.

Le CCPE offre les ressources et les services d'aiguillage suivants aux victimes d'ESVSE en ligne :

- accompagnement des personnes qui souhaitent faire un signalement à la police;
- accompagnement des victimes qui souhaitent faire retirer du contenu (p. ex., marche à suivre pour demander à des médias sociaux ou à des sites Web de retirer des images intimes publiées sans leur consentement);
- accompagnement des victimes qui préparent une déclaration de la victime (DV)^{3*};
- accompagnement des victimes qui doivent remplir une demande d'indemnisation.

Les répondants du CCPE ont mentionné que lorsqu'une victime communique avec eux, ils l'aiguillent vers les ressources appropriées dans sa communauté (p. ex., services de police, protection de la jeunesse, counseling et avocat dans le système des États-Unis). On ne sait toutefois pas si le CCPE a des contacts avec des services de counseling plus spécialisés,

³ Il convient de noter qu'au Canada, ce sont les provinces et territoires qui gèrent les programmes de DV. Les services policiers, les services aux victimes et les procureurs de la Couronne y jouent un rôle majeur en veillant à ce que les DV contiennent l'information appropriée et soient déposées à la cour.

étant donné que ces services sont rares au Canada. Il est fort probable que l'aiguillage soit fait vers des services de counseling non spécialisés.

Le CCPE accompagne aussi les gens dans la préparation des déclarations des répercussions sur la collectivité (DRC) qui seront soumises au juge chargé de déterminer la peine. Les DRC servent à décrire les dommages ou les pertes subies par une collectivité en raison d'une infraction. Le CCPE utilise les données recueillies par l'intermédiaire de Cyberaide.ca, de l'Enquête internationale auprès des survivantes et survivants et de Phoenix 11 pour rédiger des DRC dans lesquelles sont décrites les conséquences de ces crimes sur les victimes, particulièrement les conséquences des infractions liées à la possession de pornographie juvénile.

Le CCPE a aussi des ressources particulières pour les adolescents dont les images intimes ont été distribuées à leurs pairs (ce que le CCPE appelle l'autoexploitation juvénile). Il a notamment un site (AidezMoiSVP.ca) pour aider les adolescents à limiter la propagation de photos et de vidéos à caractère sexuel et leur proposer des ressources pour trouver des services de soutien. On y explique les démarches à entreprendre pour communiquer avec les fournisseurs de service et faire retirer une photo ou une vidéo, en plus de fournir de l'information sur l'importance d'obtenir du soutien moral et sur certaines infractions prévues par le *Code criminel*. On y conseille également aux jeunes de communiquer avec Cyberaide.ca pour obtenir de l'assistance et de l'information supplémentaire sur l'ESVSE en ligne. Le site contient aussi des ressources destinées aux parents et aux autres adultes de confiance qui aident les jeunes impliqués dans ce genre de situation, comme le *Guide pour les familles : Faire face à l'autoexploitation juvénile*.

Le CCPE organise plusieurs groupes de défense composés de victimes et de leurs familles afin qu'ils contribuent à l'élaboration de politiques, aux ressources et aux recherches futures sur l'aide appropriée à offrir aux survivants d'ESVSE en ligne. Il a également créé un groupe de mères survivantes. Ce groupe ne s'adresse pas uniquement aux parents non délinquants de victimes d'ESVSE en ligne. Il sert plutôt de plateforme pour provoquer des changements dans les services de soutien aux parents non délinquants touchés par les crimes liés à la violence sexuelle envers des enfants de façon générale. Ses activités consistent notamment à intervenir en lien avec les ressources nécessaires et l'enquête auprès des familles (voir ci-après) et à préparer et à enregistrer des déclarations des répercussions sur la collectivité au nom des mères survivantes de la collectivité.

Le CCPE a mené ou mène actuellement des sondages sur : 1) les adultes survivants d'ESVSE en ligne (Enquête internationale auprès des survivantes et survivants menée actuellement en ligne); et 2) les membres des familles des survivantes et survivants (quoique cette enquête ne porte pas précisément sur l'ESVSE en ligne). Le CCPE affirme que le but de ces

enquêtes est de colliger des expériences qui pourront alimenter les démarches pour défendre les victimes et les survivants et contribuer à la préparation des DRC.

De façon générale, si les services et les ressources d'information disponibles sont louables, des lacunes demeurent pour les victimes et les survivants d'ESVSE en ligne et leurs familles. Il faudrait faire un effort supplémentaire pour veiller à ce qu'ils reçoivent des services de soutien spécialisés efficaces au moment opportun.

Lacunes au chapitre des services

Si la plupart des services de soutien offerts aux victimes sont généralement non spécialisés et rarement propres aux cas d'ESVSE en ligne, on observe également des lacunes dans la prestation de services non spécialisés (p. ex., manque d'accès à du counseling à long terme, manque de conseillers dans certaines collectivités, manque de communication entre les fournisseurs de services et manque de fonds pour la formation et le perfectionnement professionnel).

Les fonds consacrés aux services de counseling varient selon les provinces. Certains répondants ont souligné que les victimes d'ESVSE en ligne ne sont pas toujours admissibles aux services de counseling parce que certaines provinces ne les financent pas pour les victimes d'infractions « sans contact ». La cyberprédation ou l'échange d'images sexuelles en ligne n'impliquent pas toujours un contact direct avec le cyberprédateur. Au Québec, ces actes ne sont pas considérés comme des crimes violents et ne sont donc pas admissibles à de l'aide financière pour du counseling. Il s'agit d'une lacune dans la prestation de services, puisque l'offre de services de counseling gratuits pour les cas d'ESVSE en ligne sans contact varie selon le lieu de résidence de la victime.

De la formation doit aussi être offerte aux conseillers afin qu'ils connaissent les meilleures façons d'intervenir dans les cas d'ESVSE en ligne. Les victimes sont actuellement aiguillées vers des conseillers qui, la plupart du temps, n'ont pas d'expérience d'intervention en cas d'ESVSE en ligne, bien qu'ils aient habituellement de l'expérience de traitement de victimes de violence sexuelle. Comme la prévalence des cas d'ESVSE en ligne est en hausse, les conseillers doivent connaître les particularités des cas d'ESVSE en ligne, ainsi que les pratiques exemplaires en matière de traitement.

Un répondant du CAEA de Boost a reconnu la lacune en évaluation des programmes et des traitements pour les cas d'ESVSE en ligne en affirmant que « [TRADUCTION] les gens prennent part à des traitements et à du counselling, mais nous ne savons pas si ça fonctionne. La TCC [thérapie cognitivo-comportementale] était l'approche privilégiée, mais on commence à la remettre en question. Comment offrir une formation digne de ce nom si elle ne s'appuie pas sur des données probantes? ».

Certains répondants ont dit qu'ils voient rarement des cas d'ESVSE en ligne, voire aucun, et qu'ils en ignoraient donc les conséquences sur les victimes et les survivants, de même que les façons de leur offrir des services de soutien. Il n'est donc pas prioritaire, à leurs yeux, de développer une expertise spécialisée dans le domaine. Il n'est pas exclu, cependant, que le faible nombre de cas d'ESVSE en ligne mentionné par les répondants soit attribuable au fait que les fournisseurs de services ne s'informent pas du rôle potentiel de la technologie lors de leurs interventions auprès des victimes de violence sexuelle contre des enfants. Toutefois, lorsqu'on a questionné les répondants sur les lacunes au chapitre des services destinés aux victimes d'ESVSE en ligne, ils ont souvent répondu que les enfants et les jeunes pouvaient décider de ne pas en parler pour différentes raisons, y compris le fort besoin d'autoprotection par le déni de l'existence de ces images et la peur qu'elles soient vues, même par une personne qui souhaite leur venir en aide.

Certains répondants ont mentionné des lacunes en matière de connaissances plutôt que des lacunes en matière de services. Certains, par exemple, ont dit souhaiter être mieux informés des façons d'aider les victimes à faire retirer les images, tandis que d'autres ont dit avoir le sentiment que leur méconnaissance des technologies utilisées pour l'ESVSE en ligne constituait un obstacle à l'acquisition de l'expertise nécessaire pour mieux servir ces clients.

Formation

Interrogés sur la formation, bien des répondants ont nommé les conférences ou les présentations auxquelles ils avaient participé, lors desquelles les particularités et les dommages propres à l'ESVSE en ligne avaient été abordés (p. ex., conférence organisée par le CCPE et webinaires du CAEA de Boost). Ce genre d'événements ne sont pas réellement des formations sur les façons d'offrir du soutien aux victimes en lien avec les préjudices particuliers associés à l'ESVSE en ligne, comme du counseling et de l'accompagnement en vue d'un procès. Bien que ces événements soient un bon point de départ pour obtenir de l'information sur la victimisation découlant de l'ESVSE en ligne ou sur les préjudices particuliers subis par ces victimes, ils risquent peu d'améliorer les services de soutien ou les traitements offerts. Un répondant du CAEA de Boost a souligné que les cliniciens sont prêts à accepter des clients victimes d'ESVSE en ligne, mais « [TRADUCTION] qu'on ne sait pas trop s'ils transfèrent leurs compétences et leurs connaissances dans le secteur de l'EEI [exploitation d'enfants sur Internet] et, si oui, comment ».

Bien des répondants étaient conscients du manque de formation et de perfectionnement professionnel spécialisés pour offrir de meilleurs services de soutien et, tout particulièrement, de meilleurs services cliniques aux victimes d'ESVSE en ligne. Il existe des formations de qualité sur les pratiques exemplaires auprès des victimes d'agression et de violence sexuelles, mais très peu, voire aucune, axées sur l'ESVSE en ligne. S'il est important

d'offrir des formations sur le soutien en cas de violence sexuelle, aucun des répondants n'a mentionné que l'ESVSE en ligne était abordée dans les formations actuelles. Les formations axées sur l'ESVSE en ligne sont habituellement offertes séparément; or, bien des cliniciens ne les suivent pas par manque de temps et d'argent pour leur perfectionnement professionnel. Ces constatations suggèrent que l'intégration d'une formation sur l'ESVSE en ligne dans les formations actuelles sur les agressions sexuelles (lorsque des données probantes auront été colligées) pourrait faire en sorte que plus de fournisseurs de services soient au courant des pratiques exemplaires.

Le CCPE propose, sur son site Web, des ressources de mobilisation des connaissances sectorielles sur l'ESVSE en ligne (p. ex., travail social et protection de la jeunesse, secteur juridique, application de la loi, thérapeutes, éducateurs, personnel médical et fournisseurs de soins de santé). Toutefois, ces ressources ne suffisent pas pour répondre aux besoins des victimes d'ESVSE en ligne.

Il reste encore à concevoir et adopter des approches fondées sur des données probantes pour répondre aux besoins des victimes d'ESVSE en ligne, les soutenir et, surtout, leur offrir des traitements adéquats, ce qui aiderait aussi à déterminer les formations qui font le plus défaut aux fournisseurs de services.

Partenariat avec d'autres organismes

Des partenariats solides ont été établis au sein de certains organismes qui offrent des services de soutien aux victimes de crimes et entre eux. Ces partenariats peuvent être locaux ou nationaux. Ils peuvent aussi avoir été établis de façon structurée ou s'être développé naturellement avec le temps. Le CAEA de Boost, par exemple, organise des rencontres annuelles de tous les CAEA du Canada, ce qui a permis de solidifier le réseau des CAEA au fil des ans. Les partenariats multidisciplinaires au sein des CAEA sont louables et efficaces, puisqu'ils assurent une offre de services de soutien importants aux jeunes victimes. Ils devraient constituer la base de la prestation de services de soutien spécialisés aux jeunes victimes d'ESVSE en ligne.

Tous les répondants ont indiqué que leur organisme travaille en partenariat avec d'autres organismes et aiguille vers d'autres conseillers ou organismes communautaires. La plupart des répondants ont mentionné collaborer avec d'autres organismes qui offrent des services aux victimes d'agression sexuelle (p. ex., centres d'aide pour victimes de viol), et certains d'entre eux ont nommé des organismes qui travaillent tout particulièrement avec les victimes de traite de personnes. Certains ont suggéré que ces fournisseurs de services bien établis pourraient améliorer leur offre en y intégrant des pratiques fondées sur des données probantes concernant la composante numérique des agressions sexuelles et de la traite de personnes.

Le réseautage et les partenariats, qui sont monnaie courante, constituent l'une des forces de la prestation de services aux victimes. Par conséquent, lorsque des pratiques exemplaires et des formations fondées sur des données probantes seront mises en place, leur diffusion parmi les fournisseurs de services, particulièrement dans les CAEA, devrait se faire naturellement. Tous les répondants ont souligné qu'ils font tout en leur pouvoir pour collaborer et diffuser ce qu'il savent au sujet des interventions auprès des victimes d'ESVSE en ligne, mais également que leurs connaissances sont limitées et qu'il n'y a actuellement aucune structure en place pour les aider à colliger et à diffuser leurs expériences de prestation de services (particulièrement de counseling) aux victimes d'ESVSE en ligne. Cette situation fait en sorte que bien des répondants ne sont certains ni d'offrir le soutien le plus adéquat ni d'aiguiller vers les conseillers les plus appropriés.

Pratiques prometteuses

De façon générale, les répondants ont peu abordé les pratiques prometteuses spécialement pour la prestation de services de soutien aux victimes d'ESVSE en ligne. Si la plupart d'entre eux disaient connaître différentes approches de traitement des traumatismes, plusieurs ont répété ne pas être au fait de pratiques spécialisées pour les cas d'ESVSE en ligne.

Les répondants du CAEA de Boost ont dit avoir dégagé des pistes prometteuses pour le développement de services de soutien, comme l'intérêt récent pour le soutien aux parents non délinquants de victimes d'ESVSE en ligne, particulièrement lorsqu'une personne déclarée coupable d'infractions de possession de pornographie juvénile a toujours accès à ses enfants. Ils ont également mentionné l'attention accrue accordée aux traitements destinés aux cyberprédatrices et aux services destinés aux victimes et aux survivants de conditionnement en ligne.

Les répondants du CCPE ont mentionné leurs propres projets comme pratiques prometteuses. Par exemple, le CCPE collecte des données auprès des adultes survivants et des familles des victimes dans le cadre d'enquêtes et de groupes de défense. Il pourrait donc alimenter la conception d'approches de traitement fondées sur des données probantes et contribuer à l'amélioration des services destinés aux survivants d'ESVSE en ligne.

Difficultés particulières

Questionnés sur les difficultés particulières rencontrées lors de la prestation de services spécialisés aux victimes d'ESVSE en ligne, les répondants ont réitéré plusieurs fois les problèmes mentionnés précédemment concernant les services et la formation. Certains ont insisté sur le fait que les difficultés rencontrées dans la prestation de services aux victimes sont beaucoup plus grandes dans le cas de victimes d'ESVSE en ligne. Ils ont notamment

souligné la difficulté d'offrir des services en milieu rural en raison de nombreux obstacles, dont le manque de conseillers qualifiés et la distance à parcourir pour obtenir des services de soutien. Certains répondants ont mentionné que ces obstacles sont particulièrement difficiles à surmonter dans le cas d'ESVSE en ligne, étant donné que les conseillers qualifiés sont rares dans les meilleures circonstances.

D'autres ont souligné la complexité de certains cas, dont ceux impliquant des victimes dans plusieurs administrations, et les difficultés liées à la prestation de services aux victimes lorsque le procès a lieu en d'autres lieux. Certains répondants ont aussi mentionné que la culpabilisation de la victime nuisait à l'accès aux services de soutien, puisqu'on suppose souvent que les victimes de cyberprédation, par exemple, ont partiellement participé de façon volontaire à la création d'images sexuelles. Cela constitue un obstacle supplémentaire aux dénonciations et aux appels à l'aide, étant donné que les victimes se jugent responsables de leur victimisation. Un autre problème mentionné par les répondants est la présence – dans les documents d'information sur la sécurité en ligne destinés à prévenir l'échange d'images sexuelles entre pairs – de messages insistant sur le fait que l'échange d'images sexuelles de mineurs est un crime. Or, ces messages peuvent empêcher des victimes de dénoncer des cas d'ESVSE parce que « [TRADUCTION] les enfants ont peur d'être inculpés ».

Plusieurs répondants se sont dits inquiets des approches largement utilisées pour offrir du soutien en santé mentale aux victimes de crimes (p. ex., TCC tenant compte des traumatismes), qui ne répondent pas adéquatement aux besoins particuliers des victimes d'ESVSE en ligne. Plusieurs répondants ont rapporté le peu de mentorat et de supervision des conseillers, alors que d'autres ont mentionné l'absence d'entraide entre pairs chez les praticiens effectuant ce genre d'interventions. Les répondants du CAEA de Boost ont souligné qu'intervenir adéquatement auprès des victimes d'ESVSE en ligne nécessite un échange de connaissances entre les professionnels, une supervision efficace et le mentorat des conseillers intéressés par ce genre d'interventions, et que cela doit pouvoir mener à des directives de traitement plus solides et fondées sur des données probantes.

Les répondants du CCPE ont mentionné de nombreuses autres difficultés propres à la prestation de services aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles, en plus de celles rapportées précédemment, à savoir le manque :

- de protocoles fondés sur des données probantes sur les meilleures façons d'intervenir auprès des jeunes victimes (p. ex., à quel moment informer un enfant qui ne sait pas que la violence qu'il a subie a été enregistrée);
- de protocoles fondés sur des données probantes concernant les meilleurs conseils à donner aux parents de jeunes victimes sur les conséquences à long terme de l'ESVSE en ligne et sur ce qu'ils peuvent faire pour protéger leur enfant au fil du temps;

- de financement et de thérapies à long terme, étant donné que bon nombre de services aux victimes n'offrent que du soutien immédiat ou à court terme;
- de protocoles sur les façons de soutenir les victimes d'ESVSE en ligne en ce qui a trait aux menaces potentielles à leur sécurité dans les cas où des cyberprédateurs pourraient continuer à s'intéresser à elles (p. ex., collectionneurs de pornographie juvénile);
- de protocoles sur les façons de protéger le mieux possible l'anonymat des victimes d'ESVSE en ligne sans pour autant nuire aux procédures judiciaires et à la tenue de dossiers exacts;
- d'assistance uniforme aux victimes d'ESVSE en ligne en ce qui a trait aux recours judiciaires auxquels elles pourraient avoir droit (p. ex., confiscation, restitution et fonds d'indemnisation des victimes).

Toutes ces difficultés militent en faveur de la nécessité de mener d'autres travaux de recherche et d'évaluation sur les pratiques exemplaires en matière de soutien aux victimes d'ESVSE en ligne.

Conclusion

Les constatations de la présente étude confirment la nécessité de mettre à jour et de moderniser la stratégie nationale en matière d'ESVSE en ligne. Les participants à la consultation de Sécurité publique Canada en mars 2018 ont mentionné avoir du mal à répondre aux besoins particuliers de ces victimes et de leurs familles. Devant les résultats de notre analyse des lacunes, il est raisonnable de conclure que les services, les organismes et l'ensemble du milieu se trouvent actuellement dans une impasse, et ce, pour des raisons bien souvent similaires. En l'absence de données probantes, peu de services de soutien spécialisés sont conçus de façon à répondre aux besoins des victimes et des survivants d'ESVSE en ligne, puisque les fournisseurs de services continuent à recourir aux approches destinées aux victimes d'autres crimes, particulièrement de crimes sexuels. Les organismes offrant des ressources conçues pour répondre aux besoins des victimes d'ESVSE en ligne (le CAEA de Boost et le CCPE) reconnaissent qu'elles sont fondées sur un maigre corpus de données probantes et espèrent promouvoir leur expansion.

Les fournisseurs de services possédant une solide expertise en prestation de services aux victimes de crimes sexuels, particulièrement de violence sexuelle envers des enfants, tireraient profit d'activités de formation et de mentorat capables de leur insuffler confiance en leur capacité à offrir le soutien et les services thérapeutiques requis et adaptés aux préjudices pouvant avoir été subis par les victimes d'ESVSE en ligne et leurs familles. Connaître et comprendre ces préjudices constituent la première étape du choix des approches de traitement les plus efficaces (Martin, 2015); tout comme reconnaître et

comprendre que ces préjudices font subir aux victimes et aux adultes survivants un niveau de victimisation qui ne peut être traité à l'aide des approches thérapeutiques habituelles en cas de traumatisme (Martin, 2016). De plus, les services de soutien à long terme pourraient tirer profit des travaux de recherche et d'évaluation, notamment sur la préparation en vue des procès ou certaines pratiques courantes lors de cas d'ESVSE en ligne (p. ex., montrer les images aux victimes lors d'entrevues judiciaires ou enregistrer les entrevues avec les enfants) (Martin, 2014; Martin et Alaggia, 2013; Palmer, 2005). La prestation de services adaptés aux préjudices particuliers subis en cas d'ESVSE est essentielle pour aider les victimes et les survivants à mener une vie saine et productive.

Les constatations révèlent également que des méthodes de formation plus efficaces pourraient aider à renforcer les capacités des organismes à intervenir efficacement en cas d'ESVSE en ligne. La plupart des répondants étaient d'avis que l'échange de renseignements est insuffisant en raison de l'absence de recherches fondées sur des données probantes sur la façon de convertir ces renseignements en pratiques exemplaires et en protocoles. Par exemple, même si les employés des CAEA ont rapporté avoir participé à des webinaires et à des conférences sur les caractéristiques de l'ESVSE en ligne et ses conséquences sur les victimes, ils ont par la suite continué à utiliser leurs approches habituelles. Les connaissances acquises lors des webinaires et des conférences n'ont pas « tenu » parce que les participants n'ont eu aucune directives sur la façon de les intégrer concrètement à leurs pratiques et protocoles. La plupart des répondants ont aussi mentionné avoir des budgets limités pour leur formation. Résultat : ils suivent des formations liées aux problèmes plus courants qu'ils rencontrent dans leur prestation de services aux victimes. En bref, la diffusion de l'information sur les caractéristiques de l'ESVSE en ligne est un point de départ, mais cela ne suffit pas.

Les méthodes de counselling et les autres services de soutien actuellement offerts aux victimes d'ESVSE en ligne et à leurs familles devraient être évalués pour en vérifier l'efficacité. Les constatations du présent projet indiquent un besoin de renforcement des capacités au sein des organismes. Cela pourrait se faire par l'intermédiaire du réseau des CAEA, de même qu'au moyen du réseau de soutien aux adultes survivants d'agression sexuelle. Ces réseaux multidisciplinaires, qui contribuent déjà à l'établissement d'un corpus de pratiques exemplaires fondées sur des données probantes solides dans leur domaine d'expertise, pourraient élargir leurs outils d'évaluation à l'ESVSE en ligne.

Les constatations révèlent également un manque récurrent de financement pour une évaluation concrète des approches et traitements actuels et novateurs. Cela comprend l'évaluation des meilleures façons de réunir la vaste expertise et le grand nombre de formations offertes au Canada sur les traumatismes, particulièrement ceux associés aux agressions sexuelles et aux autres formes de violence sexuelle, et les besoins particuliers

des victimes d'ESVSE en ligne. Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard a mis en place depuis longtemps un comité consultatif sur la violence sexuelle envers des enfants, qui réfléchit sur les modèles et les protocoles d'intervention en cas de violence sexuelle envers des enfants (www.princeedwardisland.ca/en/information/family-and-human-services/child-sexual-abuse-advisory-committee). Leur travail est prometteur et devrait inspirer les démarches d'intervention en cas d'ESVSE en ligne.

La mise à jour de la Stratégie nationale pourrait comprendre la mise en place de structures locales plus efficaces pour l'éducation, la formation, la supervision, le mentorat et le perfectionnement professionnel continu dans le domaine spécialisé de la pratique clinique pour les victimes d'ESVSE en ligne. Un financement récurrent pourrait aussi être prévu pour les superviseurs cliniques et les fournisseurs de services de counseling afin qu'ils puissent se perfectionner dans le domaine de l'ESVSE en ligne. La Stratégie nationale a le potentiel d'offrir une multitude de formations avant-gardistes et spécialisées dignes de ce nom. Toutefois, le perfectionnement professionnel ne devrait pas uniquement servir à la diffusion de renseignements. Il devrait aussi comprendre des directives sur les meilleures façons de transformer les pratiques des plus grands cliniciens en pratiques fondées sur des données probantes. Les données probantes devraient être établies selon des normes d'évaluation universitaire rigoureuses qui respectent les méthodes de collecte et d'analyse de données bien établies et les obligations éthiques en matière de protocole de recherche. Idéalement, ces recherches seraient conduites à l'aide d'une approche interdisciplinaire faisant appel à l'expertise professionnelle intersectorielle du domaine de la prestation de services aux victimes d'ESVSE en ligne.

Il manque également de chefs de file canadiens en intervention clinique. Certains cliniciens spécialisés dans le domaine réussissent à offrir des services aux victimes d'ESVSE en ligne. Il serait utile de les connaître et de faire part de leur expérience aux chercheurs, qui pourraient ainsi évaluer leurs approches et leurs réussites et analyser leurs échecs. Lorsque ces chefs de file canadiens seront connus, ils pourront former des superviseurs cliniques dans les nombreux organismes de prestation de services du pays, qui pourraient à leur tour former, mentorer et superviser leurs employés alors qu'ils collaborent à des dossiers particuliers. Il serait utile de renforcer les capacités sur le terrain, où plusieurs sites d'expertise pourraient être mis à profit dans les réseaux existants d'échange de connaissances.

Le mentorat et la supervision, qui sont répandus au sein des organismes de prestation de services et entre ces organismes, devraient être utilisés pour la mise en œuvre de pratiques exemplaires. En l'absence de chefs de file en milieu clinique, le recours à du soutien professionnel faciliterait le renforcement des capacités au sein des organismes : les réussites, les échecs et les résultats équivoques pourraient nourrir les données probantes

concernant les bons et les moins bons coups. Les activités de mentorat peuvent aussi être favorisées par le réseautage continu, grâce auquel les fournisseurs de services font état des approches de prestation de services de soutien aux victimes et les évaluent, particulièrement les options de traitement. Cela serait particulièrement important pour les conseillers, qui sont parfois les seuls intervenants dans les petites collectivités.

Ces méthodes de formation favoriseraient le renforcement des capacités dans les organismes et entre ceux-ci et elles aideraient les fournisseurs de services en milieu rural à avoir accès à des réseaux de mentorat. Bien des fournisseurs de services en milieu rural ont souligné avoir peu de cas d'ESVSE en ligne, sinon aucun, ce qui pourrait non pas être le signe de l'absence de cas d'ESVSE en ligne, mais plutôt de l'absence de dénonciation par les jeunes victimes. Par conséquent, mieux faire connaître les caractéristiques particulières des services de soutien aux victimes d'ESVSE en ligne pourrait aussi passer par l'éducation sur les façons de demander de l'aide aux fournisseurs de services.

Il est conseillé de mener d'autres évaluations pour déterminer les meilleures façons de soutenir les victimes d'ESVSE en ligne dans le cadre de l'offre de soutien non spécialisé des services aux victimes des provinces et des territoires. Par exemple, les recherches indiquent que les pratiques courantes, comme l'enregistrement vidéo des témoignages des jeunes victimes, pourraient devoir être adaptées dans le cas des victimes d'ESVSE en ligne (Gewirtz-Meydan et coll., 2018; Martin, 2013; Palmer, 2005; von Weiler et coll., 2010). Certains répondants ont également mentionné la nécessité d'offrir de la formation aux procureurs de la Couronne et aux juges afin de les aider à faire preuve de plus de délicatesse à l'endroit des victimes d'ESVSE en ligne. Par exemple, une recherche révèle que montrer aux victimes des images d'eux-mêmes qu'un prédateur sexuel avait en sa possession est une pratique particulièrement préjudiciable et qu'elle devrait être évitée (Martin, 2014; Palmer, 2005).

La présente analyse des lacunes ne prévoyait pas d'entrevues avec des employés de centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle pour vérifier si des traitements et des services de soutien spécialisés y sont offerts aux victimes d'ESVSE en ligne. Ce serait une bonne avenue de recherche. Concernant les CAEA, il serait bon de réfléchir à la possibilité que les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle offrent des services répondant adéquatement aux besoins des jeunes victimes d'ESVSE en ligne et des adultes survivants, étant donné le succès établi et vérifié de ces centres dans la prestation de services de soutien aux victimes d'agression sexuelle.

La quantité limitée de connaissances empiriques sur l'ESVSE en ligne fait en sorte que les intervenants qui offrent des services aux victimes, aux survivants et à leurs familles ont une compréhension incomplète des conséquences immédiates et des conséquences à court

terme et à long terme sur leurs clients. Le développement et la prolifération rapides des technologies continueront à poser problème lors des enquêtes et des poursuites en cas d'ESVSE en ligne. Toutefois, les chercheurs, les évaluateurs, les services d'aide aux victimes et les autres fournisseurs de services peuvent mesurer et diffuser leurs bons et leurs moins bons coups, afin de faire des avancées concrètes en ce qui a trait à l'offre d'interventions efficaces aux victimes, aux survivants et aux familles en cas d'ESVSE en ligne.

Bibliographie

Acar, K. V. « Sexual extortion of children in cyberspace », *International Journal of Cyber Criminology*, vol. 10(2), 2016, pages 110 à 126.

British Association of Social Workers. *Social workers need more support in dealing with online abuse of children*, 2013. Sur Internet : <https://www.basw.co.uk/news/article/?id=556>.

Carr, J. *Child abuse, child pornography and the Internet*, Londres, Angleterre, NCH, The Children's Charity, 2003. Sur Internet : www.chis.org.uk/file_download/34/93.

Canadian Centre for Child Protection. *Child Sexual Abuse Images on the Internet: A Cybertip.ca Analysis*, 2016. Sur Internet : <https://protectchildren.ca/en/resources-research/child-sexual-abuse-images-report/>.

Dodge, A., et D. C Spencer. « Online sexual violence, child pornography or something else entirely? Police responses to non-consensual intimate image sharing among youth », *Social and Legal Studies*, vol. 27, no 5, 2018, pages 636 à 657. Doi : 10.1177/0964663917724866.

Gámez-Guadix, M., C. Almendros, E. Calvete et P. De Santisteban. « Persuasion strategies and sexual solicitations and interactions in online sexual grooming of adolescents: Modeling direct and indirect pathways », *Journal of Adolescence*, no 63, 2018, pages 11 à 18. Doi : 10.1016/j.adolescence.2017.12.002.

Gelder, G. et coll. « Public Safety Canada: Environmental scan and gap analysis: Online and technology facilitated child sexual exploitation », in *Final Report*, 2016, pages 1 à 49.

Gewirtz-Meydan, A., Y. Lahav, W. Walsh et D. Finkelhor. « Psychopathology among adult survivors of child pornography », *Child Abuse and Neglect*, no 98, 2019, pages 1 à 9. Sur Internet : <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2019.104189>.

Gewirtz-Meydan, A., W. Walsh, J. Wolak et D. Finkelhor. « The complex experience of child pornography survivors », *Child Abuse and Neglect*, no 80, 2018, pages 238 à 248. Doi : 10.1016/j.chiabu.2018.03.031.

Jones, V. et E. Skogrand. *Visible evidence—forgotten children*, 2006. Sur Internet : http://www.europarl.europa.eu/hearings/20070417/libe/save_the_children_1_en.pdf.

- Kloess, J., A. Beech et L. Harkins. « Online child sexual exploitation: Prevalence, process, and offender characteristics », *Trauma, Violence, and Abuse*, vol. 15, no 2, 2014, pages 126 à 139.
- Leonard, M. « « I did what I was directed to do but he didn't touch me:” The impact of being a victim in Internet offending », *Journal of Sexual Aggression*, no 16, 2010, pages 249 à 256. Doi : 10.1080/13552601003690526.
- Madigan, S., V. Villani, C. Azzopardi, D. Laut, T. Smith, J. R. Temple et G. Dimitropoulos. « The prevalence of unwanted online sexual exposure and solicitation among youth: A meta-analysis », *Journal of Adolescent Health*, vol. 63, no 2, 2018, pages 133 à 141. Doi : 10.1016/j.jadohealth.2018.03.012.
- Martin, J. *Out of focus: Exploring practitioners' understanding of child sexual abuse images on the internet* (thèse de doctorat), University of Toronto Libraries, Toronto, Ontario, 2013.
- Martin, J. « “It's just an image, right?": Practitioners' understanding of child sexual abuse images online and effects on victims », *Child and Youth Services*, no 35, 2014, pages 96 à 115.
- Martin, J. « Conceptualizing the harms done to children in sexual abuse images Online », *Child and Youth Services*, vol. 36, no 4, 2015, pages 267 à 287.
- Martin, J. « Child sexual abuse images online: Implications for social work training and practice », *British Journal of Social Work*, no 46, 2016, pages 372 à 388.
- Martin, J. et R. Alaggia. « Sexual abuse images in cyberspace: Expanding the ecology of the child », *Journal of Child Sexual Abuse*, vol. 22, no 4, 2013, pages 398 à 415.
- Martin, L., G. Brady, J. Kwhali, S. J. Brown, S. Crowe et G. Matouskova. *Social workers' knowledge and confidence when working with cases of child sexual abuse: What are the issues and challenges?*, London, NSPCC, 2014.
- McGlynn, C., E. Rackley et R. Houghton. « Beyond 'revenge porn': The continuum of image-based sexual abuse », *Feminist Legal Studies*, vol. 25, no 1, 2017, pages 25 à 46. Doi : 10.1007/s10691-017-9343-2.
- Mitchell, K. J., D. Finkelhor et J. Wolak. « The internet and family and acquaintance sexual abuse », *Child Maltreatment*, vol. 10, no 1, 2005, pages 49 à 60.

- Muir, D. *Violence against children in cyberspace*, Bangkok, Thaïlande, ECPAT International, 2005. Sur Internet : https://www.ecpat.org/wp-content/uploads/legacy/Cyberspace_ENG_0.pdf.
- Ost, S. A new paradigm of reparation for victims of child pornography. *Legal Studies*, vol. 36, no 4, 2016, pages 613 à 638.
- Palmer, T. « Behind the screen: Children who are the subjects of abusive images », in E. Quayle et M. Taylor (éd.), *Viewing child pornography on the Internet: Understanding the offence, managing the offender, helping the victim*, Dorset, Angleterre, Russell House, 2005, pages 61 à 74.
- Palmer, T. *Digital dangers: The impact of technology on the sexual abuse and exploitation of children and young people*, 2015. Sur Internet : http://www.barnardos.org.uk/onlineshop/pdf/digital_dangers_report.pdf.
- Rimer, J. « Responding to child and youth victims of sexual exploitation on the internet: Best practice guidelines », *Boost Child Abuse Prevention and Intervention*, 2008, pages 1 à 55.
- Social Work Policy Institute. *Evidence-based practice*, 2010. Sur Internet : <http://www.socialworkpolicy.org/research/evidence-based-practice-2.html>.
- Slane, A. *Sexting, teens and a proposed offence of invasion of privacy*, 2009. Sur Internet : <https://www.iposgoode.ca/2009/03/sexting-teens-and-a-proposed-offence-of-invasion-of-privacy/>.
- Slane, A. « Luring Lolita: The age of consent and the burden of responsibility for online luring », *Global Studies of Childhood*, vol. 1, no 4, 2011, pages 354 à 364.
- Slane, A. « Legal conceptions of harm related to sexual images online in the United States and Canada », *Child and Youth Services*, vol. 36, no 4, 2015, pages 288 à 311.
- Slane, A., J. Martin, J. Rimer, A. Eke, R. Sinclair, G. Charles et E. Quayle. « Professionals' perspectives on viewing child sexual abuse images to improve response to victims », *Canadian Review of Sociology*, vol. 55, no 4, 2018, pages 579 à 596.
- Svedin, C. « Reaching out and assisting child victims of online sexual abuse: Problematic areas and gaps », in R. Coccaro (éd.), *Child Abuse Images and Sexual Exploitation of Children Online*, 2009. Sur Internet : https://www.ecpat.org/wp-content/uploads/legacy/ecpat_journal_sept_2009_full_0.pdf.

Von Weiler, J., A. Haardt-Becker et S. Schulte, S. « Care and treatment of child victims of child pornographic exploitation (CPE) in Germany », *Journal of Sexual Aggression*, vol. 16, no 2, 2010, pages 211 à 222.

Wolak, J., D. Finkelhor et K. Mitchell, K. *Child-pornography possessors arrested in internet-related crimes: Findings from the national juvenile online victimization study*, 2005.

Sur Internet :

http://www.unh.edu/ccrc/national_juvenile_online_victimization_publications.html

Wolak, J., K. Mitchell et D. Finkelhor. *Online victimization of youth: Five years later*, Washington, DC, National Center for Missing and Exploited Children, 2006.

Wurtele, S. K. et M. C. Kenny. « Technology-related sexual solicitation of adolescents: A review of prevention efforts », *Child Abuse Review*, vol. 25, no 5, 2016, pages 332 à 344. Doi : 10.1002/car.2445.

Annexe A : Questions d'entrevue – Anglais

GAP ANALYSIS OF SERVICES FOR VICTIMS AND SURVIVORS OF ONLINE CHILD SEXUAL EXPLOITATION IN CANADA

Interview Guide

Principal Investigators: Dr. Jennifer Martin (Ryerson University) and Dr. Andrea Slane (University of Ontario Institute of Technology)

Introduction:

The Department of Justice Canada has contracted Drs. Martin and Slane to conduct a gap analysis of support services available to child victims and adult survivors of online child sexual exploitation (CSEA) in Canada. A central component of the analysis will consist of interviews with professionals who provide or facilitate access to available services, through provincial Victim Services or through Child and Youth Advocacy Centres. As one of these professionals, we consider you to be best positioned to provide information about the current state of services in your province or territory. Each interview will be conducted by phone or video conference call and will take a maximum of 1 hour. Interviews can be conducted in English or French. We value your insights and thank you in advance for your participation.

Questions:

Q1. Describe the role of your organization in providing specialized support services to child victims, their families, and/or adult survivors of online CSEA. Who in your organization is delivering these services? (*Prompt: What are their professional qualifications?*)

Q2. Describe the services that your organization provides to child victims of online CSEA.

Q3. Describe the services that your organization provides to families of child victims of online CSEA.

Q4. Describe the services that your organization provides to adult survivors of online CSEA.

Q5. How do victims, their families and/or adult survivors access support services in your organization, province, territory, or region? What may impede access to services? (*Prompt: How are these services structured?*)

Q6. What are the gaps in service in your organization, province, territory and/or region?

Q7. What training is provided for staff? What training do staff provide to other professionals? (*Prompt: What training is available to professionals in your province, territory and/or region regarding any needs of victims and survivors of CSEA? Has information from these trainings been incorporated into support services and/or supervision practices?*)

Q8. How do you partner, collaborate with other community support?

Q9. How do you refer victims and/or survivors to other community supports? (*Prompt: mental health? criminal justice? child protection?*)

Q10. Who else is providing services to victims and/or survivors within your province, territory or region?

Q11. What are some promising practices that you are aware of related to victims and/or survivors of online CSEA and have they been evaluated?

Q12. What are the challenges unique to providing services to victims of online CSEA?

Annexe B : Questions d'entrevue – Français

ANALYSE DES LACUNES AU CHAPITRE DES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES ET AUX SURVIVANTS D'EXPLOITATION SEXUELLE ET DE VIOLENCE SEXUELLE CONTRE LES ENFANTS EN LIGNE AU CANADA

Guide d'Entrevue

Les Chercheuses Principales: Dr. Jennifer Martin (Ryerson University) et Dr. Andrea Slane (University of Ontario Institute of Technology)

Introduction:

Le ministère de la Justice Canada a retenu les Drs. Martin et Slane pour effectuer une analyse des écarts des services de soutien offerts aux enfants victimes et survivants adultes, de l'exploitation des enfants en ligne (CSEA) au Canada. Un élément central de l'analyse consistera en des entrevues avec des professionnels qui offrent ou faciliter l'accès aux services disponibles provincial des Services aux Victimes ou par l'intermédiaire de Child and Youth Advocacy Centres. Nous considérons que vous êtes les mieux placés pour fournir des informations sur l'état actuel des services offerts dans votre province ou territoire. Chaque entrevue sera menée par téléphone ou vidéo conférence téléphonique et prendra un maximum de 1 heure. Les entrevues peuvent être effectuées en anglais ou en français. Nous apprécions vos commentaires et nous vous remercions par avance de votre participation.

Questions:

- Q1. Décrire le rôle de votre organisation en fournissant des services de soutien spécialisés aux enfants victimes, leurs familles et/ou les survivants adultes en ligne CSEA. Qui dans votre organisation est de fournir ces services?
- Q2. Décrire les services que votre organisme offre aux enfants victimes de CSEA en ligne.
- Q3. Décrire les services que votre organisme offre aux familles des enfants victimes de CSEA en ligne.
- Q4. Décrire les services que votre organisme offre aux survivants adultes de CSEA en ligne.
- Q5. Comment les victimes, leurs familles et/ou les survivants adultes d'accéder à l'assistance des services dans votre organisation, province, territoire ou région? Ce qui peut constituer un obstacle à l'accès aux services?
- Q6. Quelles sont les lacunes dans les services de votre organisation, province, territoire ou région?
- Q7. Quelle formation est prévue pour le personnel? Quelle formation est le personnel offre à d'autres professionnels
- Q8. Comment avez-vous associé, collaborer avec d'autres soutiens communautaires?
- Q9. Comment consulter les victimes et/ou les survivants à d'autres soutiens communautaires?
- Q10. Qui d'autre est la prestation de services aux victimes et/ou de survivants au sein de votre province, territoire ou région?
- Q11. Quelles sont les pratiques prometteuses que vous avez connaissance de prévus pour les victimes et/ou les survivants de CSEA en ligne et ont-ils été évalués?
- Q12. Quels sont les défis propres à la prestation de services aux victimes de CSEA en ligne?

Annexe C : Résumé des réponses des personnes interviewées par province et territoire

Alberta

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Services non spécialisés. Pas des services spécialement adaptés aux jeunes victimes d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Méconnaissance des services dans la communauté : de petits regroupements d'organismes de prestation de services directs et de nombreuses personnes qui ne connaissent pas leur existence ou leur étendue (pas de services spécialisés en ESVSE en ligne).
- Lacunes en matière d'accès aux services en général : les communautés rurales et autochtones ont du mal à obtenir des services de soutien.
- Lacunes en matière d'accès aux services en cas d'ESVSE en ligne par un pair : la catégorisation de ce qu'est de la « violence » est restrictive, et il n'y a pas de financement pour les dossiers d'ESVSE en ligne par un pair.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Le personnel n'a ni les connaissances ni la formation pour travailler avec les cas d'ESVSE en ligne : l'ESVSE est une tendance en pleine croissance, et on manque cruellement de formation et d'éducation sur ce problème.
- Les gestionnaires ont participé à des conférences sur l'ESVSE en ligne, ce qui leur a permis d'élargir leurs connaissances des conséquences et des difficultés rencontrées par cette population.
- Le personnel de première ligne a peu d'occasions de participer à ce genre de conférences.
- La formation offerte au personnel ne porte pas précisément sur l'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Les partenariats entre le gouvernement, les services de police, le milieu de la santé et les organismes communautaires pour offrir des services aux victimes sont courants.
- L'aiguillage de victimes vers des fournisseurs de services se fait de façon informelle.
- Il n'y a pas de procédure d'aiguillage particulière pour le soutien aux victimes d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Nouvelles initiatives du CCPE, comme le projet Arachnid et Phoenix 11.

- Préparation au procès pour les jeunes victimes : c'est, de façon générale, une pratique prometteuse.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Identifier les victimes et prendre contact avec elles : « [TRADUCTION] bien des victimes ne sont pas repérées ». Comment arriver à les joindre et à entrer en contact avec elles pour leur offrir des services de soutien?
- Manque d'expérience : il est difficile de comprendre les difficultés particulières qu'elles rencontrent sans l'expérience nécessaire.
- Manque de connaissances et de recherches concernant les difficultés particulières que les victimes d'ESVSE en ligne rencontrent en raison de la pérennité des crimes commis à leur endroit.
- Thérapies actuelles fondées sur des données probantes : ne répondent pas adéquatement aux problèmes de santé mentale et aux difficultés particulières rencontrées par les victimes d'ESVSE en ligne.
- Mêmes difficultés que dans les autres cas. Un répondant nous a dit ne rencontrer aucune difficulté propre à la prestation de services de soutien aux victimes d'ESVSE en ligne, puisque les problèmes sont les mêmes partout : difficulté à entrer en contact avec les victimes, manque de participation des victimes au processus, gestion des nombreux appels (beaucoup de victimes) et organisation des services de soutien.

Colombie-Britannique

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Services de soutien non spécialisés destinés aux victimes de toutes les formes d'actes criminels.
- Services de soutien aux adultes survivants, y compris aux victimes d'ESVSE en ligne. Services aux adultes survivants non spécialisés. Pas de services spécialisés en ESVSE en ligne.
- Thérapeutes offrant des services de counseling aux victimes de violence sexuelle envers des enfants, mais pas de services taillés sur mesure pour les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- La communication et la collaboration entre les organismes ont parfois besoin d'améliorations pour que les fournisseurs de services, et par le fait même les victimes, connaissent les services offerts (ce problème n'est pas propre aux cas d'ESVSE en ligne).

- Les cas d'ESVSE en ligne sont une [TRADUCTION] « tendance en pleine croissance », et [TRADUCTION] « on manque cruellement de formation et de sensibilisation sur le sujet ».
- Les cas d'ESVSE en ligne sont souvent complexes, ce qui peut entraîner un dédoublement des services ou l'absence de services en raison du [TRADUCTION] « manque de collaboration étroite ».

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Formation offerte sur l'exploitation sexuelle des jeunes, la traite de personnes et les gangs, qui comprend une sensibilisation à la cybercriminalité.
- Mention des webinaires du CAEA de Boost comme ressource pour le personnel.
- Aucune formation ciblée pour l'ESVSE en ligne.
- Formation offerte en fonction des intérêts du personnel et conditionnelle aux fonds disponibles, qui sont souvent limités.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- L'établissement de partenariats est une pratique courante cruciale pour la réussite du soutien des victimes de façon générale.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Pratiques prometteuses : de façon générale, les approches axées sur le client et tenant compte du traumatisme vécu (par opposition aux approches axées uniquement sur les accusations et les déclarations de culpabilité). Devraient être étendues pour inclure la formation du personnel judiciaire à cette approche.
- Pratiques prometteuses non spécialisées d'offre de services de soutien mobiles pour atteindre plus de collectivités.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Manque de stratégies d'intervention ciblées pour les victimes d'ESVSE en ligne.
- Variabilité des conséquences particulières de l'ESVSE en ligne sur les victimes et manque de directives sur les meilleures façons d'intervenir.
- Fait d'ignorer l'identité du cyberprédateur et de ne pouvoir travailler qu'avec la victime dans certains cas de cyberprédation et d'extorsion.
- Difficulté à identifier les victimes d'ESVSE en ligne.
- Difficulté généralisée à fournir au personnel les ressources nécessaires pour aider toutes les victimes.
- Certaines difficultés à établir des partenariats avec d'autres organismes pour offrir des services de soutien aux communautés autochtones (p. ex., problèmes de collaboration avec différentes bandes et problèmes de coordination), ce qui n'est pas propre aux cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Aucun service spécialisé dans les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Aucun service de soutien direct propre aux cas d'ESVSE en ligne.
- CCPE : on mentionne qu'il offre de bonnes ressources et on souligne son projet de réunir des survivants pour mieux comprendre leurs besoins. Toutefois, cette information n'est pas transmise aux fournisseurs de services de façon à pouvoir la mettre en œuvre adéquatement.
- Manque de formation adéquate pour les conseillers qui interviennent auprès des victimes d'ESVSE en ligne.
- Manque de protocoles de traitement fondés sur des données probantes pour intervenir adéquatement et efficacement auprès des victimes d'ESVSE en ligne dont le traumatisme est récent, étant donné que les approches conventionnelles de traitement sont conçues pour comprendre des traumatismes survenus dans le passé.
- Manque de moyens et de possibilités pour apprendre des autres conseillers et fournisseurs de services de soutien ayant de l'expérience d'intervention dans les cas d'ESVSE en ligne.
- Manque de financement en général, mais également pour les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Aucune formation ciblée offerte pour les cas d'ESVSE en ligne.
- Besoin de formation et d'un protocole sur la façon de poser les bonnes questions pour détecter les cas d'ESVSE en ligne lors d'interventions auprès de victimes.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Efforts faits pour améliorer les partenariats avec un éventail de fournisseurs de services de soutien de la communauté à l'aide du modèle des CAEA.
- Mention des partenariats avec des organismes communautaires qui travaillent avec les familles des victimes d'agression sexuelle et du manque d'expertise concernant l'ESVSE en ligne dans ce réseau.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Il est prometteur que le CCPE recueille de l'information sur les survivants. Cette information pourrait être intégrée aux pratiques actuelles à l'aide du modèle des CAEA, puis évaluée pour en vérifier l'efficacité.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Perfectionnement professionnel et formation des cliniciens.
- Manque de recherches pour former un corpus de données probantes à partir duquel établir des pratiques exemplaires.

- Nécessité d'établir des pratiques exemplaires, y compris un forum où les cliniciens pourraient discuter de leurs expériences de prestation de services aux victimes d'ESVSE en ligne, particulièrement de counseling.
- Absence de structure de mentorat pour échanger les pratiques exemplaires et renforcer les capacités du personnel.
- Manque de directives concernant les enjeux éthiques relatifs au travail d'intervention auprès des victimes d'ESVSE en ligne, comme divulguer à la victime que des images de la violence sexuelle qu'elle a subie ont été distribuées en ligne.

Nouveau-Brunswick

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Des services non spécialisés sont offerts aux victimes, mais il n'existe pas de services destinés spécialement aux victimes d'ESVSE en ligne.
- Aucun service destiné spécialement aux victimes d'ESVSE en ligne : les fournisseurs de services de counseling viennent en aide à toutes les victimes et à leurs familles, peu importe la forme de violence et d'exploitation.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Milieu rural : manque de fournisseurs de services pour répondre à tous les besoins.
- Manque de fonds, tant pour les services de counseling non spécialisés que pour les services adaptés aux cas d'ESVSE en ligne.
- Manque de conseillers qualifiés et formés pour aider les victimes d'ESVSE en ligne.
- Manque de lieu centralisé où les victimes et les survivants peuvent recevoir des services de soutien non spécialisés et des services adaptés aux cas d'ESVSE en ligne.
- Manque de conseillers pour travailler avec les prédateurs sexuels et les jeunes contrevenants (services non spécialisés et services adaptés aux cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Offre de formation continue sur les agressions sexuelles, mais aucune sur l'ESVSE en ligne.
- Mention de mécanismes d'échange de renseignement sur les conséquences de l'ESVSE en ligne sur les victimes, y compris des ressources sur le Web, et de présentations aux autres organismes. Toutefois, aucune formation sur les pratiques exemplaires de soutien et de traitement des victimes d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Solide réseau de collaboration entre les organismes offrant des services de soutien aux victimes en général (pas spécialisés en ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Aucune pratique prometteuse propre aux cas d'ESVSE en ligne.
- Pratiques prometteuses non spécialisées : aiguillages le plus tôt possible dans le processus afin que du soutien soit offert dès le départ.
- Outils de formation en ligne et collaborations interorganismes pour les formations : pratiques prometteuses non spécialisées qui pourraient être adoptées pour l'offre de formations spécialisées.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Difficultés à faire en sorte que les politiques et les pratiques reflètent les données probantes actuelles, particulièrement en ce qui concerne la cybercriminalité.
- Difficultés particulières concernant les actes criminels admissibles à une indemnisation, car les services sont offerts en fonction du type d'acte criminel, et tous ne sont pas indemnisables.

Terre-Neuve-et-Labrador

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Services aux victimes non spécialisés offerts, ainsi que des services de soutien dans les cas de violence sexuelle envers des enfants, mais aucun destiné spécialement aux cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Problèmes d'ordre général avec la prestation de services, dont le manque de conseillers dans certaines collectivités, qui rendent difficile l'aiguillage des victimes vers des conseillers locaux.
- Manque de conseillers dans certaines communautés autochtones (le problème n'est pas propre aux cas d'ESVSE en ligne).
- Ne voient pas beaucoup de cas d'ESVSE en ligne; les conseillers ont donc rarement de l'expertise, voire de l'expérience, dans ce domaine.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Le personnel demande habituellement de la formation sur des sujets précis. Les répondants ont mentionné qu'étant donné la rareté des cas d'ESVSE en ligne, il n'y a pas de demandes pour des formations sur le sujet en raison du temps et du financement limités.
- De la formation sur la violence sexuelle est offerte, mais elle ne comprend pas de volet consacré spécialement aux cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Les partenariats entre les fournisseurs de services de soutien aux victimes sont fréquents.

- Plusieurs modèles de partenariat coexistent, dont l'initiative provinciale contre la violence, dans le cadre de laquelle les collectivités créent un comité de lutte contre la violence composé de représentants des organismes de soutien provinciaux et locaux. Ces comités font de la sensibilisation et de la formation, mais n'ont aucun volet spécialisé dans les cas d'ESVSE en ligne pour le moment.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Aucune pratique prometteuse mentionnée concernant les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Difficultés d'ordre général concernant la prestation de services de soutien aux victimes : s'appliquent également aux cas d'ESVSE en ligne, comme les difficultés liées aux moyens de transport (p. ex., aide aux victimes qui souhaitent obtenir des services de soutien, financement des moyens de transport, météo et géographie qui rend l'aiguillage des jeunes victimes vers les services de soutien encore plus difficiles).
- Manque de sensibilisation chez les fournisseurs de services de soutien : aucune réponse du personnel concernant les services aux victimes d'ESVSE en ligne dans le questionnaire.
- Problèmes particuliers : coordination des services de soutien à l'extérieur de la province dans le cas des victimes de cyberprédation ou d'autres formes d'ESVSE en ligne lorsque le procès du prédateur sexuel a lieu ailleurs.

Nouvelle-Écosse

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Services non spécialisés offerts aux victimes, mais aucuns services destinés spécialement aux victimes d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Lacunes en matière de services non spécialisés découlant des problèmes de communication; les victimes peuvent [TRADUCTION] « passer à travers les mailles du filet parce qu'un intervenant pense qu'il a été aiguillé vers des ressources, alors que ce n'est pas le cas ».
- Certains fournisseurs de services ne réalisent pas que la distribution non consensuelle d'images intimes est un acte criminel.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- L'ESVSE en ligne ne font pas partie des formations annuelles sur la violence sexuelle et la violence à l'égard des enfants.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Aiguillages fréquents vers d'autres conseillers et fournisseurs de services de soutien (aucuns services spécialisés dans les cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Aucune pratique prometteuse mentionnée concernant les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Manque d'outils technologiques et éducatifs pour sensibiliser les jeunes aux conséquences de la diffusion de leurs propres images sexuelles en ligne.
- Complexité des cas où les jeunes se sentent à la fois victimes et complices.

Ontario

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Le CAEA de Boost offre des services non spécialisés aux victimes, en plus du Programme de counseling EEI.
- Le Programme d'intervention rapide auprès des victimes (PIRV) offre du soutien aux victimes d'agression sexuelle (pas spécialisé dans les cas d'ESVSE en ligne).
- Le Cedar Centre offre des traitements aux adultes survivants de traumatismes interpersonnels pendant l'enfance (pas spécialisés dans les cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Méconnaissance des services offerts aux victimes d'ESVSE en ligne.
- Manque de cliniciens pour offrir des services de soutien spécialisés aux victimes d'ESVSE en ligne.
- Cliniciens inscrits au Programme de counseling EEI : ne sont pas tenus d'avoir des connaissances, de la formation ou de l'expérience spécialisées en ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Aucune formation ciblée pour l'ESVSE en ligne.
- Formation sur les traumatismes généralement coûteuse pour les organismes.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Les services aux victimes provinciaux et le CAEA de Boost collaborent pour l'offre de services aux victimes et aux survivants d'ESVSE en ligne.
- Les services de soutien provinciaux s'appuient sur le CAEA de Boost pour jumeler les victimes d'ESVSE en ligne aux services de counseling et aux services d'accompagnement judiciaire.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Les Services aux victimes de l'Ontario et le CAEA de Boost ont établi un partenariat prometteur et fructueux, plus précisément le Programme de counseling EEI.
- La stratégie provinciale en matière d'EEI tient des conférences annuelles sur l'ESVSE en ligne et a deux procureurs de la Couronne spécialisés en ESVSE en ligne, ce qui a donné lieu à d'importants progrès dans la poursuite de ces crimes.

- La collaboration avec des adultes survivants de violence sexuelle est une pratique prometteuse, étant donné la richesse de leurs témoignages sur l'impact des traumatismes vécus dans l'enfance sur leur développement et leur vie actuelle.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Difficulté à recommander des services correspondant aux besoins des jeunes.
- Jeunes incapables d'obtenir des services ou peu intéressés à s'en prévaloir.
- Jeunes pas nécessairement capables de s'adapter à la nature répétitive de la thérapie.
- Besoin d'approches différentes de prestation de services (p. ex., counseling par téléphone ou par Internet) pour répondre aux besoins de certaines victimes.
- Pertinence des traitements : les images de certaines victimes, par exemple, peuvent circuler indéfiniment en ligne, ce qui complexifie le traumatisme vécu par la victime et qui est propre aux cas d'ESVSE en ligne.
- Violence sexuelle envers des enfants en ligne et hors ligne : demeure un sujet tabou.
- Difficulté à obtenir des services de soutien dans les régions rurales et éloignées.
- Difficulté concernant la définition de l'ESVSE en ligne dans les différents secteurs et parmi les fournisseurs de services.
- Manque de capacités pour offrir des services de soutien et répondre aux besoins des victimes de crimes sexuels en général.

Île-du-Prince-Édouard

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Des services non spécialisés sont offerts aux victimes, mais il n'existe pas de services destinés spécialement aux victimes d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Manque d'accès à du counseling à long terme ou à des traitements intensifs spécialisés dans les cas d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Le personnel reçoit de la formation sur les enfants et les adultes victimes de crimes sexuels, mais pas sur l'ESVSE en ligne.
- Le personnel a participé à des initiatives du CCPE, dont Childhood Sexual Abuse and Exploitation: Reducing the Numbers.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- L'Île-du-Prince-Édouard a mis en place un protocole d'intervention dans les cas de violence sexuelle à l'égard des enfants, qui contient des directives et des procédures pour une intervention coordonnée en cas de violence sexuelle envers des enfants. Si ce protocole comprend des mentions d'ESVSE en ligne (cyberprédation et

pornographie), il ne semble pas contenir de directives particulières pour cette catégorie d'actes criminels.

- Le comité consultatif provincial sur la violence sexuelle envers des enfants réfléchit sur les modèles et les protocoles d'intervention en cas de violence sexuelle envers des enfants (pas spécialisés dans les cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Le répondant ne connaissait aucune pratique prometteuse en matière d'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Accès à du counseling et à du soutien destinés spécialement aux victimes d'ESVSE en ligne.

Québec

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Les fournisseurs de services collaborent étroitement avec l'unité du Service de police de la Ville de Montréal qui mène les enquêtes sur les cas d'ESVSE en ligne, ainsi qu'avec l'unité chargée d'enquêter sur les cas de traite de personnes. Des thérapeutes offrent des thérapies de groupe et du suivi individuel aux victimes et à leurs familles (pas spécialisés dans les cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- L'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) est le régime québécois qui verse de l'aide financière pour le suivi thérapeutique des enfants victimes de crimes. Cette aide financière n'est offerte qu'aux victimes d'actes criminels avec contacts. Par conséquent, certaines formes d'ESVSE en ligne n'y sont pas admissibles.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Aucune formation ciblée pour l'ESVSE en ligne.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Les services pertinents sont offerts sur place et sont situés dans les services de police.
- Les services de counseling et de soutien aux victimes et à leurs familles sont offerts par des thérapeutes travaillant au sein de l'organisme.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- L'efficacité des traitements offerts par l'organisme est évaluée par une chaire de recherche. L'organisme utilise principalement la TCC (aucune approche spécialisée en ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Aucune indemnisation offerte aux victimes de crimes sans contacts (p. ex., cyberprédation et conditionnement).
- Manque de services de soutien pour les victimes de crimes sans contacts et leurs familles.
- Expliquer aux parents que leur enfant n'est pas admissible aux services de soutien.

Saskatchewan

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Des services non spécialisés sont offerts aux victimes, avec un employé spécialisé dans les services aux victimes dans chaque CAEA (aucun spécialisé dans les services aux victimes d'ESVSE en ligne).
- Les fournisseurs de services envoient les victimes au CCPE pour le retrait des images en ligne, principalement dans les cas de distribution par les pairs ou de distribution d'images intimes.
- Du counseling est offert aux victimes et aux survivants de traumatismes (pas spécialisé en ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Aucune formation spécialisée en ESVSE en ligne n'est offerte aux fournisseurs de services (policiers, conseillers, etc.).

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- Tous les employés rémunérés sont tenus de participer à une formation de trois semaines conçues par les Services aux victimes et la Polytechnique de la Saskatchewan, qui est périodiquement mise en jour en fonction de l'apparition de nouveaux enjeux. L'ESVSE en ligne devrait bientôt faire partie de cette formation.

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- Bien des exemples de communication et de collaboration entre différentes directions générales du ministère des Services correctionnels et policiers, de la direction générale de la Mobilisation communautaire et de la direction générale de la Sécurité et bien-être des collectivités (aucune initiative propre à l'ESVSE en ligne).
- Certaines activités de prévention et d'éducation en lien avec la traite de personnes et les travailleurs du sexe.

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Une formation spécialisée sur la traite d'enfants est maintenant offerte.
- L'ESVSE en ligne étant un enjeu émergent, les fournisseurs de services commencent à y prêter attention.
- Le Saskatchewan Child Abuse Protocol (2017) précise les responsabilités de chacun et inclut l'exploitation dans ses mandats.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Manque de sensibilisation dans tous les secteurs concernant l'ESVSE en ligne.
- Difficile de prévenir les coups et de soutenir les jeunes victimes, car les cas d'ESVSE en ligne sont plus répandus que ce que les gens pourraient croire.
- Difficile d'encourager les jeunes à dénoncer les cas d'ESVSE en ligne.
- Ne pas oublier qu'il y a une victime derrière chaque image.
- Inquiétudes concernant les victimes qui doivent témoigner et le traitement que leur réserve l'avocat de la défense (questions).
- Problèmes de communication entre les différents tribunaux qui traitent des affaires liées à une seule et même victime.
- Réglementation insuffisante des médias sociaux en ce qui a trait aux images de violence sexuelle.
- Normalisation de la pédophilie et des comportements déviants en ligne.
- Liens entre l'ESVSE en ligne et la traite de personnes.

Yukon

Commentaires des personnes interviewées concernant les services

- Offre de services de soutien non spécialisés aux victimes.
- Expérience limitée en matière d'ESVSE en ligne.
- Victimes d'ESVSE en ligne habituellement rencontrées à l'école et dans les organismes de protection de la jeunesse.

Commentaires des personnes interviewées concernant les lacunes en matière de services

- Les connaissances des fournisseurs de services des composantes technologiques du soutien aux victimes d'ESVSE en ligne (p. ex., comment retirer des photos et recueillir des preuves).
- Besoin de formation et d'information continues sur le comportement des jeunes en ligne.
- Informer les jeunes de leurs droits concernant leurs images sexuelles et leurs sextos (notamment sur les cas qui constituent ou non un acte criminel).
- Manque d'uniformité des interventions de la GRC concernant les textos sans images échangés entre jeunes.

Commentaires des personnes interviewées concernant la formation

- L'organisme offre plusieurs formations multidisciplinaires sur la violence sexuelle envers des enfants et les modes d'intervention efficaces (aucune formation spécialisée sur l'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les partenariats

- L'organisme, qui est situé dans une très petite collectivité, a conclu des ententes officielles avec d'autres organismes, ce qui donne lieu à une participation communautaire importante, à la création d'équipes interorganismes et à la collaboration entre les fournisseurs de services (rien propre aux cas d'ESVSE en ligne).

Commentaires des personnes interviewées concernant les pratiques prometteuses

- Programmes offerts par le CCPE sur l'exploitation sexuelle par les pairs.
- Accès aux ressources Web du CCPE.

Commentaires des personnes interviewées concernant les difficultés

- Besoin de fournisseurs de services pour accroître la sensibilisation sur la technologie et son utilisation par les jeunes.
- Difficulté à encourager les jeunes à dénoncer les cas d'exploitation sexuelle par les pairs et les accompagner dans leur démarche.